

RCS : CRETEIL Code greffe : 9401
-------------------------------------

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CRETEIL atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2000 B 00922 Numéro SIREN : 430 085 241 Nom ou dénomination : 1001 SERVICES
---

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2021 sous le numéro de dépôt 21401

## BILAN ACTIF

DEPUT AU GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE DE GRETEL

LE 22 JUIL. 2021

SOUS LE N 2160 A

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	929 907	725 531	204 376	257 201
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	496 495	386 447	110 049	138 940
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	195 635	167 662	27 973	43 281
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 495		5 495	5 495
<b>Actif immobilisé</b>	<b>1 627 532</b>	<b>1 279 640</b>	<b>347 892</b>	<b>444 917</b>
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	62		62	
Créances clients et comptes rattachés	703 597	296 299	407 299	847 120
Autres créances	563 918	153 605	410 313	416 537
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	227 900		227 900	225 000
Dont actions propres				
Disponibilités	634 243		634 243	286 302
Charges constatées d'avance	8 575		8 575	16 544
<b>Actif circulant</b>	<b>1 434 285</b>	<b>449 903</b>	<b>984 382</b>	<b>741 917</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 061 817</b>	<b>1 729 543</b>	<b>1 329 274</b>	<b>1 186 834</b>

Comptes certifiés conformes

## BILAN PASSIF

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	45 000	45 000
<i>Dont versé</i>	45 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	38 372	38 372
Ecarts de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	4 500	4 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
<i>Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours</i>		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	384 375	323 622
RESULTAT DE L'EXERCICE	43 616	222 572
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Capitaux propres	515 864	383 406
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	697 064	202 866
Emprunts et dettes financières divers	31 819	109 890
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 808	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 521	102 094
Dettes fiscales et sociales	239 517	372 722
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 173	190
Produits constatés d'avance	471 520	814 591
Dettes	1 520 420	1 602 853
Ecart de conversion (passif)		
<b>TOTAL</b>	<b>2 036 284</b>	<b>2 236 420</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 906 280	33 126	1 939 406	2 876 374
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 906 280</b>	<b>33 126</b>	<b>1 939 406</b>	<b>2 876 374</b>
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			20 000	
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			18 917	2 440
Autres produits			3 115	1 097
<b>Produits d'exploitation</b>			<b>1 981 438</b>	<b>2 879 910</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Varlations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			885 503	1 222 008
Impôts, taxes et versements assimilés			21 083	29 645
Salaires et traitements			360 702	693 061
Charges sociales			83 609	264 833
Dotations aux amortissements sur immobilisations			188 608	235 785
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			290 130	24 142
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1 181	182
<b>Charges d'exploitation</b>			<b>1 830 116</b>	<b>2 459 659</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>150 623</b>	<b>410 254</b>
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			7 232	8 128
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Produits financiers</b>			<b>7 232</b>	<b>8 128</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions			75 904	77 701
Intérêts et charges assimilés			5 084	5 620
Différences négatives de change				

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

Charges financières	80 988	83 321
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(75 756)</b>	<b>(75 152)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS</b>	<b>76 867</b>	<b>335 062</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	398	996
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>398</b>	<b>996</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 829	3 595
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>1 829</b>	<b>3 595</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(1 432)</b>	<b>(2 600)</b>
Participation des salariés au résultat de l'entreprise		
Impôt sur les bénéfices	31 819	109 890
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>1 989 067</b>	<b>2 889 034</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 945 451</b>	<b>2 666 462</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>43 616</b>	<b>222 572</b>

## PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies dans le règlement ANC 2019-06 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. »

### CONTINUITÉ D'EXPLOITATION :

Le chiffre d'affaires de la société fortement été affecté par la pandémie de COVID-19 au cours des premiers mois de 2021 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2021. La Société, compte tenu des mesures prises par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel pour l'année 2021.

Le principe de continuité d'exploitation de la société **1001 SERVICES** est maintenu grâce à l'obtention fin juin 2020 des Prêts Garantis par l'Etat pour un montant total de 550 K€ et dont 275 K€ sont utilisables au sein du Groupe, ainsi que de la mise en place du chômage partiel, permettant ainsi de disposer de la trésorerie nécessaire pour financer son activité sur une durée de 12 mois à compter de la date de clôture au 31 décembre 2020..

- la société a décidé de reporter d'un an le remboursement des PGE et d'effectuer son remboursement sur une durée de 4 ans, le premier remboursement mensuel débutera à partir du 26/07/2022 et se poursuivra jusqu'au 26/06/2026 soit sur 48 mois

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	6 ans
Agencement	6 ans
Matériel de transport	2 ans

#### **Immobilisations incorporelles**

Logiciel	1 à 5 ans
----------	-----------

#### **b) Titres immobilisés**

NEANT

#### **c) Titres de placements**

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

#### **d) Stocks**

NEANT

#### **e) Provisions réglementées**

NEANT

**f) Créances et dettes**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Ces créances ont été provisionnées pour leur montant hors taxes soit un montant de : 296.299 €

Une Provision constituée en 2019 a été reprise en 2020 : créance client RESERVEUNBAR : 50% de la créance soit 13.165 € du fait du règlement effectué en 2020 par RESERVEUNBAR

Au global le compte provision pour créances clients s'élève au 31.12.2020 à un montant de : 296.299 €

**dépréciation des créances / C/C interco,**

Une provision a été constituée sur des créances vis-à-vis des sociétés membres du groupe

- provision sur créance MP2 a été complétée en 2020 : de 62.572 € à fin 2019, elle s'élève à 125677,50 € à fin 2020 représentant 100% de la totalité de la créance en compte courant
  - provision sur créance RESERVEUNBAR a été complétée en 2020 : de 15.129 € à fin 2019, elle s'élève à 27.927 € à fin 2020 représentant 50% de la totalité de la créance en compte courant
- Au final pour 2020, la dotation complémentaires aux provisions pour ces créances s'est élevée en 2020 à : 75.904 €

**g) Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires & Produits constatés d'avance**

Pour les contrats d'abonnement à 1001 salles et à 1001 traiteurs, conformément aux conditions générales de ventes indiquées sur les contrats.

L'abonnement comprend d'une part la réalisation des prestations décrites dans l'offre souscrite (réalisation fiche signalétique, insertion de photographies, référencement, mise en place sur le site...) et d'autre part un droit de présence payant sur le site pendant toute la durée de l'abonnement...

En contrepartie le Professionnel s'engage à honorer le règlement de la totalité de l'abonnement dès la signature de celui-ci.

Il est donc considéré que :

50 % du montant de l'abonnement correspond à la réalisation ou à l'actualisation de la prestation initiale et 50 % au droit de présence sur le site 1001 salle sur la période de l'abonnement.

Ainsi pour tous les contrats d'abonnement 1001 salles, 1001 traiteurs, il est constaté un produit constaté d'avance lié à l'étalement de 50 % du contrat sur la durée de chaque contrat (correspondant à la durée de présence sur le site pendant toute la durée de l'abonnement).

Au 31.12.2020, l'ensemble des produits constatés d'avance à ce titre s'élève au montant de : 471.520 €

**h) Honoraires CAC :** Les honoraires du Commissaire Aux Comptes pour l'exercice s'élèvent à : 8.200 € H.T.

**ENGAGEMENTS HORS BILAN**

- **Emprunt BNP**
  - Cautions solidaires de Messieurs TRICOT, DEPIERRE et MALICET pour 127 320 € chacun
  - Privilège de prêteur de deniers en premier rang et sans concurrence avec quiconque sur l'usufruit temporaire sur le bien immobilier situé à Ivry sur Seine (95 200).
  - Hypothèque conventionnelle de deuxième rang sur la nue-propriété du bien immobilier pour sûreté de l'engagement de caution strictement hypothécaire constitué par la société civile immobilière Trimade située à Ivry sur Seine (94200) Rond point Européen – 11 rue Maurice Grandcoing.

**ENGAGEMENTS SOCIAUX**

La convention collective prévoit une indemnité de départ en retraite fixée en fonction de l'ancienneté acquise à la date du départ en retraite :

A 5 ans révolu, 1 mois, plus à partir de la sixième année, 1/5 de mois par année d'ancienneté

Le montant de la provision étant jugé non significatif n'a donc pas fait l'objet d'une évaluation précise.

## IMMOBILISATIONS

## Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 345 760		82 843
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	93 154		
Matériel de transport	2 562		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	90 980		8 940
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Total des immobilisations corporelles	186 695		8 940
Participations et mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	5 495		
Total des immobilisations financières	5 495		
<b>TOTAL</b>	<b>1 535 949</b>		<b>91 583</b>

## Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors-service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 426 402	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			93 154	
Matériel de transport			2 562	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			99 920	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles			195 635	
Participations et mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 495	
Total des immobilisations financières			5 495	
<b>TOTAL</b>			<b>1 627 532</b>	



**COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN :****- FRAIS D'ETABLISSEMENT**

NEANT

**- FONDS COMMERCIAL**

NEANT

**- AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

ELEMENTS	VALEUR BRUTE	TAUX D'AMORTISSEMENT
CONCESSIONS, BREVETS / LICENCES ET DROITS SIMILAIRES (comptes 205)	929.907	20 à 100 %
AUTRES (comptes 208)	496.495	6.67 à 100 %
<b>TOTAL</b>	<b>1.426.402</b>	

Les amortissements des logiciels sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de 4 ans

## AMORTISSEMENTS

## Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
<b>Frais d'établissement et de développement</b>				
<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>947 618,83</b>	<b>164 358,99</b>		<b>1 111 977,82</b>
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst générales, agencements et divers	64 177	13 598		77 775
Matériel de transport	1 203	1 191		2 394
Mat de bureau et informatique, mobilier	78 033	9 460		87 493
Emballages récupérables et divers				
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>143 413</b>	<b>24 249</b>		<b>167 662</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 091 032</b>	<b>188 608</b>		<b>1 279 640</b>

## Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvement net amortissements à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnels	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amortissement fiscal exceptionnel	
Finances							
Autres immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Constructions installations gales							
Inst techniques et outill. indust.							
Inst gales, agencements et divers							
Matériel de transport							
Mat de bureau, infor. et mobilier							
Emballages récupérables et divers							
Total des ventilations							
Finances							
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>							
<b>TOTAL DES DOTATIONS</b>	<b>TOTAL DES REPRISES</b>			<b>DOTATIONS - REPRISES</b>			

## Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

## Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

## Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>				

## Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur Immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	24 142	290 130	17 974	296 299
Autres provisions pour dépréciation	77 701	75 904		153 605
<b>TOTAL</b>	<b>101 843</b>	<b>366 033</b>	<b>17 974</b>	<b>449 903</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>101 843</b>	<b>366 033</b>	<b>17 974</b>	<b>449 903</b>

## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

## Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 495		5 495
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>5 495</b>		<b>5 495</b>
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	703 597	703 597	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 474	13 474	
Etat – Impôts sur les bénéfices	3 283	3 283	
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	13 364	13 364	
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	21 357	21 357	
Groupes et associés	495 160	495 160	
Débiteurs divers	17 280	17 280	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>1 257 519</b>	<b>1 257 519</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>1 815 75</b>	<b>1 815 75</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 281 585</b>	<b>1 276 090</b>	<b>5 495</b>

## Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	697 064	58 057	639 007	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	48 521	48 521		
Personnel et comptes rattachés	64 711	64 711		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 901	33 901		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	138 212	138 212		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 693	2 693		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	31 819	31 819		
Autres dettes	28 173	28 173		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	471 520	471 520		
<b>TOTAL</b>	<b>1 516 613</b>	<b>877 606</b>	<b>639 007</b>	

## CHARGES A PAYER

**Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :**

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	344
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 573
Dettes fiscales et sociales	92 410
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	24 547
<b>TOTAL</b>	<b>145 874</b>

## PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan

Montant TTC

Immobilisations financières

- Créances rattachées à des participations

- Autres immobilisations financières

Créances

- Créances clients et comptes rattachés

- Autres créances

*dont avoirs à recevoir*

Valeurs mobilières de placement

Disponibilités

**TOTAL**

## CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Référencement et Leads d'avance	255	
Locations mobiliere	29	
Prestations WEB	1022	
Doc technique	21	
Charges locatives	2107	
Publicité	1204	
Assurances	3936	
PCA		471520
<b>TOTAL</b>	<b>8575</b>	<b>471520</b>



## CREDIT-BAIL MOBILIER

Rubriques	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine / Amortissements :			
Cumuls exercices antérieurs			
Dotations de l'exercice			
<b>TOTAL</b>			
Redevances payées :			
Cumuls exercices antérieurs			
Exercice			
<b>TOTAL</b>			
Redevances restant à payer :			
A un an au plus			
A plus d'un an et cinq ans au plus			
A plus de cinq ans			
<b>TOTAL</b>			
Valeur résiduelle :			
A un an au plus			
A plus d'un an et cinq ans au plus			
A plus de cinq ans			
<b>TOTAL</b>			
Montant pris en charge dans l'exercice			

## CAPITAL SOCIAL

## Composition du capital social

Catégories de parts ou d'actions	En début d'exercice	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	A la clôture d'exercice	Valeur nominale
1- Actions ordinaires	750			750	60
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'Investissements					
<b>TOTAL</b>	<b>750</b>			<b>750</b>	<b>60</b>

## Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)

Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires	750	60	
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

## RESULTATS SUR LES 5 DERNIERS EXERCICES

Rubriques	N	N-1	N-2	N-3	N-4
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital Social	45 000	45 000	45 000	45 000	45000
Actions Ordinaires					
Actions prioritaires existantes					
Nombre-maximal d'actions futures à créer					
Par conv. Obligation					
Par droit de souscription					
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	1939406	2876374	3056390	2984967	2903326
Résultat avant Impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	630077	558764	505081	303910	312984
Impôts sur les bénéfices	31819	109890	94439	45584	57097
Participation salariés					
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions	43616	222572	270852	122263	144013
Résultat distribué					
Résultat par actions (en euros)					
Résultat après impôts, participation et avant dot. aux amortissements et provisions					
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions					
Dividende par action					
Résultat par actions (en euros)					
Effectif moyen des salariés employés	15	15	15	14	12
Montant de la masse salariale	360702	652673	657308	563818	497086
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale ...)	83609	264833	275442	242187	214796

**AUTRES INFORMATIONS :****EVENEMENTS POST CLOTURE**

Compte tenu du contexte de crise sanitaire liée au Covid-19, évoqué ci avant, la société a pris les décisions suivantes parmi les mesures proposées par le gouvernement :

- Mise en place du télétravail
- Le recours à des mesures d'activité partielle ;
- la demande de décalage des échéances d'emprunts et ainsi qu'une demande d'octroi de prêts garantis par l'État ;

Dans le cadre de la loi du 31 mai 2021, le gouvernement a mis en place un plan de déconfinement entraînant un allègement des restrictions et en particulier à compter du 30 juin 2021, la fin des limites de jauge dans les lieux recevant du public (selon la situation sanitaire locale).

**INTEGRATION FISCALE**

Dans le cadre du régime d'intégration fiscale,

La société mère, GROUPE 1001 SALLES, se constitue seule redevable de l'impôt sur les sociétés, et de l'éventuel impôt forfaitaire annuel, dus par le groupe formé par elle-même et la ou les sociétés qui figurent sur la liste ci-dessus, en application de l'article 226 du Code Général des Impôts.

Conformément à ces dispositions, les modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe correspond à la conception retenue pour la répartition de l'impôt, telle que prévue dans la convention d'intégration.

Cette conception se résume aux éléments suivants :

- les charges ou produits d'impôt dans chaque filiale ont été comptabilisés comme en l'absence d'intégration fiscale.
- Pour la société **1001 Services** en tant que société propre, la charge d'impôt s'élèverait à un montant de : 31.819 € si elle était imposée seule
- les comptes individuels de la ou des sociétés filiales au niveau des résultats et des capitaux propres sont identiques à ceux qu'ils auraient été s'il n'y avait pas eu d'intégration.

Au 31 Décembre 2020, le déficit fiscal annuel du groupe intégré s'élève pour l'exercice à – 18.798 € et le déficit reportable s'élève à 45.959 €

**EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE**

Le recours à des mesures d'activité partielle a permis à la société une prise en charge par l'état d'un montant de 226.730 € sur la période de Mars à décembre 2020.

Ces mesures ont continué à s'appliquer jusqu'à fin Mai 2021, date de fin de l'utilisation du dispositif d'activité partielle.

Par ailleurs, au cours de l'année 2020, la société a bénéficié de réductions de cotisations d'Urssaf dans le cadre des Aides Covid et Aides au paiement, pour un montant global de : 59.897 €

Enfin, au titre du Fonds de Solidarité lié au Covid, la société a reçu en 2020 d'un montant de 20.000 €.

**1001 SERVICES**  
Société par actions simplifiée au capital de 45.000 euros  
Siège social : 11, rue Maurice Grandcoing – Rond-Point Européen – 94200 Ivry-sur-Seine  
RCS Créteil 430 085 241  
(la « Société »)

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DE LA  
SOCIETE EN DATE DU 30 JUIN 2021**

[...]

**PREMIERE DECISION**

*(Approbation des comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2020 et quitus au  
Président de la Société)*

L'Associé Unique

connaissance prise du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2020,

**approuve** ledit rapport ainsi que les comptes annuels, soit le bilan, le compte de résultat et l'annexe, de l'exercice social clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes,

**prend acte**, conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code général des impôts, qu'aucune dépense et charge visées aux articles 39-4 et 39-5 dudit Code n'a été effectuée au cours de l'exercice écoulé,

en conséquence, **donne** au Président quitus entier et sans réserve de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

**DEUXIEME DECISION**

*(Affectation du résultat de l'exercice social clos le 31 décembre 2020)*

L'Associé Unique

après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice de 43.616 euros, **décide** d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

Résultat de l'exercice	43.616 euros
Compte « report à nouveau »	384.375 euros
<b>Total bénéfice distribuable</b>	<hr/> <b>427.991 euros</b>
Distribution de dividendes	200.579 euros

Prélevés à hauteur de 43.616 euros sur le résultat de l'exercice et 156.963 euros sur le compte « report à nouveau » ; soit un dividende par action d'environ 267,44 euros

**Solde** **227.412 euros**

Au compte « report à nouveau » 227.412 euros

**décide** que ce dividende sera mis en paiement dans les délais légaux,

**constate** que, compte tenu de cette affectation :

- la réserve légale demeurer à 4.500 euros, soit 10% du capital social,
- le compte « report à nouveau » s'élève à la somme de 227.412 euros,
- les capitaux propres de la Société s'élèvent à la somme de 315.285 euros pour un capital social de 45.000 euros,


**prend acte**, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que les sommes suivantes ont été versées à titre de dividende au titre des trois exercices précédents :

Exercice clos le	Dividende distribué	Abattement
31 décembre 2019	161.819 €	40% (distribution non éligible)
31 décembre 2018	0 €	40% (distribution non éligible)
31 décembre 2017	330.000 €	40% (distribution non éligible)

[...]

\*\*\*

Certifié conforme,  
En un (1) exemplaire original,



**Le Président**  
GROUPE 1001 SALLES  
Par : LES LONGUES OREILLES  
Par : Monsieur Thierry DEPIERRE

# VACHON ET ASSOCIES

**1001 SERVICES  
Rond-Point Européen  
11, rue Maurice Grandcoing  
BP 80210  
94202 IVRY SUR SEINE Cedex**

- :- :- :- :- :

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

- :- :- :- :- :

# VACHON ET ASSOCIES

**1001 SERVICES**  
**Rond-Point Européen**  
**11, rue Maurice Grandcoing**  
**BP 80210**  
**94202 IVRY SUR SEINE Cedex**

- :- :- :- :- :

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

- :- :- :- :- :

A l'Associé Unique de la société **1001 SERVICES**,

### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Associé Unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **1001 SERVICES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **- Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**- Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

**JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

La crise mondiale liée à la pandémie de **COVID-19** crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Une description des responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Une description détaillée des responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 21 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes

**VACHON ET ASSOCIES**

Représenté par



**Bertrand VACHON**

**1001 SERVICES**

- :- :- :- :- :

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

- :- :- :- :- :

**DESCRIPTION DES RESPONSABILITES DE LA DIRECTION  
ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT  
D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

**DESCRIPTION DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE  
AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES  
ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Actif				
Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Capital souscrit non appelé				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	929 907	725 531	204 376	257 201
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	496 495	386 447	110 049	138 940
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	195 635	167 662	27 973	43 281
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 495		5 495	5 495
Stocks de matières premières, d'approvisionnements				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stock de marchandises				
Avances, acomptes versés sur commandes	62		62	
Créances clients et comptes rattachés	703 597	296 299	407 299	847 120
Autres créances	563 918	153 605	410 313	416 537
Capital souscrit et appelé, non versé				
Valeurs mobilières de placement	227 900		227 900	225 000
Dont actions propres				
Disponibilités	634 243		634 243	286 302
Charges constatées d'avance	8 575		8 575	16 544
TOTAL	3 765 827	1 729 543	2 036 284	2 236 420

BILAN PASSIF

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel	45 000	45 000
<i>Dont versé</i>	45 000	
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	38 372	38 372
Ecarts de réévaluation		
<i>Dont écart d'équivalence</i>		
Réserve légale	4 500	4 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
<i>Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours</i>		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	384 375	323 622
RESULTAT DE L'EXERCICE	43 616	222 572
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	697 064	202 866
Emprunts et dettes financières divers	31 819	109 890
<i>Dont emprunts participatifs</i>		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3 808	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	48 521	102 094
Dettes fiscales et sociales	239 517	372 722
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	28 173	190
Produits constatés d'avance	471 520	814 591
TOTAL	2 036 284	2 236 420

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	France	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 906 280	33 126	1 939 406	2 876 374
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			20 000	
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges			18 917	2 440
Autres produits			3 115	1 097
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variations de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			885 503	1 222 008
Impôts, taxes et versements assimilés			21 083	29 645
Salaires et traitements			360 702	693 061
Charges sociales			83 609	264 833
Dotations aux amortissements sur immobilisations			188 608	235 785
Dotations aux provisions immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			290 130	24 142
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			1 181	182
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers de participation				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			7 232	8 128
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Dotations financières aux amortissements et provisions			75 904	77 701
Intérêts et charges assimilées			5 084	5 620
Différences négatives de change				

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	398	996
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 829	3 595
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL DES PRODUITS	1 989 067	2 889 034
TOTAL DES CHARGES	1 945 451	2 666 462
BÉNÉFICE OU PERTE	43 616	222 572



PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels définies dans le règlement ANC 2019-06 relatif au Plan Comptable Général.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. »

CONTINUITE D'EXPLOITATION :

Le chiffre d'affaires de la société fortement été affecté par la pandémie de COVID-19 au cours des premiers mois de 2021 et l'entité s'attend à un impact négatif sur ses états financiers en 2021. La Société, compte tenu des mesures prises par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel pour l'année 2021.

Le principe de continuité d'exploitation de la société **1001 SERVICES** est maintenu grâce à l'obtention fin juin 2020 des Prêts Garantis par l'Etat pour un montant total de 550 K€ et dont 275 K€ sont utilisables au sein du Groupe, ainsi que de la mise en place du chômage partiel, permettant ainsi de disposer de la trésorerie nécessaire pour financer son activité sur une durée de 12 mois à compter de la date de clôture au 31 décembre 2020..

- la société a décidé de reporter d'un an le remboursement des PGE et d'effectuer son remboursement sur une durée de 4 ans, le premier remboursement mensuel débutera à partir du 26/07/2022 et se poursuivra jusqu'au 26/06/2026 soit sur 48 mois

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire / dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	6 ans
Agencement	6 ans
Matériel de transport	2 ans

Immobilisations incorporelles

Logiciel	1 à 5 ans
----------	-----------

b) Titres immobilisés  
NEANT

c) Titres de placements  
Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur prix d'acquisition, à l'exclusion des frais engagés pour leur achat.

Les valeurs mobilières ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice
- pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture de l'exercice.

d) Stocks  
NEANT

e) Provisions réglementées  
NEANT

**f) Créances et dettes**

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Ces créances ont été provisionnées pour leur montant hors taxes soit un montant de : 296.299 €

Une Provision constituée en 2019 a été reprise en 2020 : créance client RESERVEUNBAR : 50% de la créance soit 13.165 € du fait du règlement effectué en 2020 par RESERVEUNBAR

Au global le compte provision pour créances clients s'élève au 31.12.2020 à un montant de : 296.299 €

**dépréciation des créances / C/C interco,**

Une provision a été constituée sur des créances vis-à-vis des sociétés membres du groupe

- provision sur créance MP2 a été complétée en 2020 : de 62.572 € à fin 2019, elle s'élève à 125677,50 € à fin 2020 représentant 100% de la totalité de la créance en compte courant
  - provision sur créance RESERVEUNBAR a été complétée en 2020 : de 15.129 € à fin 2019, elle s'élève à 27.927 € à fin 2020 représentant 50% de la totalité de la créance en compte courant
- Au final pour 2020, la dotation complémentaires aux provisions pour ces créances s'est élevée en 2020 à : 75.904 €

**g) Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires & Produits constatés d'avance**

Pour les contrats d'abonnement à 1001 salles et à 1001 traiteurs, conformément aux conditions générales de ventes indiquées sur les contrats.

L'abonnement comprend d'une part la réalisation des prestations décrites dans l'offre souscrite (réalisation fiche signalétique, insertion de photographies, référencement, mise en place sur le site...) et d'autre part un droit de présence payant sur le site pendant toute la durée de l'abonnement...

En contrepartie le Professionnel s'engage à honorer le règlement de la totalité de l'abonnement dès la signature de celui-ci. Il est donc considéré que :

50 % du montant de l'abonnement correspond à la réalisation ou à l'actualisation de la prestation initiale et 50 % au droit de présence sur le site 1001 salle sur la période de l'abonnement.

Ainsi pour tous les contrats d'abonnement 1001 salles, 1001 traiteurs, il est constaté un produit constaté d'avance lié à l'étalement de 50 % du contrat sur la durée de chaque contrat (correspondant à la durée de présence sur le site pendant toute la durée de l'abonnement).

Au 31.12.2020, l'ensemble des produits constatés d'avance à ce titre s'élève au montant de : 471.520 €

**h) Honoraires CAC :** Les honoraires du Commissaire Aux Comptes pour l'exercice s'élèvent à : 8.200 € H.T.

**ENGAGEMENTS HORS BILAN**

- Emprunt BNP
  - Cautions solidaires de Messieurs TRICOT, DEPIERRE et MALICET pour 127 320 € chacun
  - Privilège de prêteur de deniers en premier rang et sans concurrence avec quiconque sur l'usufruit temporaire sur le bien immobilier situé à Ivry sur Seine (95 200).
  - Hypothèque conventionnelle de deuxième rang sur la nue-propriété du bien immobilier pour sûreté de l'engagement de caution strictement hypothécaire constitué par la société civile immobilière Trimade située à Ivry sur Seine (94200) Rond point Européen – 11 rue Maurice Grandcoing.

**ENGAGEMENTS SOCIAUX**

La convention collective prévoit une indemnité de départ en retraite fixée en fonction de l'ancienneté acquise à la date du départ en retraite :

A 5 ans révolu, 1 mois, plus à partir de la sixième année, 1/5 de mois par année d'ancienneté

Le montant de la provision étant jugé non significatif n'a donc pas fait l'objet d'une évaluation précise.

IMMOBILISATIONS

Augmentations

Rubriques	Valeur brute début d'exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions, apports, création, virements
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	93 154		
Matériel de transport	2 562		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	90 980		8 940
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Participations et mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	5 495		
TOTAL	1 535 949		91 583

Diminutions

Rubriques	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers			93 154	
Matériel de transport			2 562	
Matériel de bureau, informatique et mobilier			99 920	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Participations et mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 495	
TOTAL			1 627 532	

COMPLEMENTS D’INFORMATION RELATIFS AU BILAN :

- FRAIS D’ETABLISSEMENT

NEANT

- FONDS COMMERCIAL

NEANT

- AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

ELEMENTS	VALEUR BRUTE	TAUX D'AMORTISSEMENT
CONCESSIONS, BREVETS / LICENCES ET DROITS SIMILAIRES (comptes 205)	929.907	20 à 100 %
AUTRES (comptes 208)	496.495	6.67 à 100 %
TOTAL	1.426.402	

Les amortissements des logiciels sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de 4 ans

AMORTISSEMENTS

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Régresses	Montant fin exercice
<b>Prise en compte des amortissements techniques</b>				
<b>Autres amortissements techniques</b>	1 091 032	188 608		1 279 640
<b>Terrains</b>				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Inst. générales, agencements et divers	64 177	13 598		77 775
Matériel de transport	1 203	1 191		2 394
Mat de bureau et informatique, mobilier	78 033	9 460		87 493
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL</b>	<b>1 091 032</b>	<b>188 608</b>		<b>1 279 640</b>



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				

Provisions pour risques et charges				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				

--	--	--	--	--

Provisions pour dépréciation				
Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				

TOTAL GÉNÉRAL				
	101 843	366 033	17 974	449 903

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES				
Etat des créances				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 495			5 495
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients	703 597			703 597
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	13 474			13 474
Etat – Impôts sur les bénéfices	3 283			3 283
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	13 364			13 364
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés				
Etat – Divers	21 357			21 357
Groupes et associés	495 160			495 160
Débiteurs divers	17 280			17 280
TOTAL				
		1 281 585	1 276 090	5 495

Etat des dettes				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	697 064	58 057	639 007	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	48 521			48 521
Personnel et comptes rattachés	64 711			64 711
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 901			33 901
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	138 212			138 212
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	2 693			2 693
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	31 819			31 819
Autres dettes	28 173			28 173
Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	471 520			471 520
TOTAL				
	1 516 613	877 606	639 007	



TOTAL	
Autres dettes	24 547
Disponibilités, charges à payer	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Dettes fiscales et sociales	92 410
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 573
Emprunts et dettes financières divers	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	344
Autres emprunts obligataires	
Emprunts obligataires convertibles	
Autres	
Montants	Montant

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

CHARGES A PAYER

TOTAL	
Disponibilités	
Valeurs mobilières de placement	
dont avoirs à recevoir	
- Autres créances	
- Créances clients et comptes rattachés	
Créances	
- Autres immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
Immobilisations financières	
Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

TOTAL		471520
Subsidiaries	Charges	Produits
Référencement et Leads d'avance	255	
Locations mobiliere	29	
Prestations WEB	1022	
Doc technique	21	
Charges locatives	2107	
Publicité	1204	
Assurances	3936	
PCA		471520

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Redevances			
Redevances	Installations Mobilières	Outillage	Autres
Total			

Valeur d'origine / Amortissements :

Cumuls exercices antérieurs

Dotations de l'exercice

TOTAL

Redevances payées :

Cumuls exercices antérieurs

Exercice

TOTAL

Redevances restant à payer :

A un an au plus

A plus d'un an et cinq ans au plus

A plus de cinq ans

TOTAL

Valeur résiduelle :

A un an au plus

A plus d'un an et cinq ans au plus

A plus de cinq ans

TOTAL

Montant pris en charge dans l'exercice

CREDIT-BAIL MOBILIER

CAPITAL SOCIAL

Composition du capital social					
Catégories de parts ou d'actions	Epaissement de capital	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	A la déduction d'excès	Valeur nominale
1- Actions ordinaires		750			60
2- Actions amorties					
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)					
4- Actions préférentielles					
5- Parts sociales					
6- Certificats d'investissements					
TOTAL					750
					60

Parts des bénéficiaires (ou des fondateurs)			
Catégories	Nombre	Valeur nominale	Droits conférés
1- Actions ordinaires	750	60	
2- Actions amorties			
3- Actions div. prioritaires (sans droit de vote)			
4- Actions préférentielles			
5- Parts sociales			
6- Certificats d'investissements			

RESULTATS SUR LES 5 DERNIERS EXERCICES

Rubriques									
Capital en fin d'exercice					N				
Capital Social					N-1				
Actions Ordinaires					N-2				
Actions prioritaires existantes					N-3				
Nombre maximal d'actions futures à créer					N-4				
Par conv. Obligation									
Par droit de souscription									
Opérations et résultats de l'exercice									
Chiffre d'affaires hors taxes									
Résultat avant impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions									
Impôts sur les bénéfices									
Participation salariales									
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions									
Résultat distribué									
Résultat par actions (en euros)									
Résultat après impôts, participation et avant dot. aux amortissements et provisions									
Résultat après impôts, participation et dotations aux amortissements et provisions									
Dividende par action									
Résultat par actions (en euros)									
Effectif moyen des salariés employés									
Montant de la masse salariale									
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale ...)									

AUTRES INFORMATIONS :

EVENEMENTS POST CLOTURE

Compte tenu du contexte de crise sanitaire liée au Covid-19, évoqué ci avant, la société a pris les décisions suivantes parmi les mesures proposées par le gouvernement :

- Mise en place du télétravail
- Le recours à des mesures d'activité partielle ;
- la demande de décalage des échéances d'emprunts et ainsi qu'une demande d'octroi de prêts garantis par l'Etat ;

Dans le cadre de la loi du 31 mai 2021, le gouvernement a mis en place un plan de déconfinement entraînant un allègement des restrictions et en particulier à compter du 30 juin 2021, la fin des limites de jauge dans les lieux recevant du public (selon la situation sanitaire locale).

INTEGRATION FISCALE

Dans le cadre du régime d'intégration fiscale, GROUPE 1001 SALLES, se constitue seule redevable de l'impôt sur les sociétés, et de l'éventuel impôt forfaitaire annuel, dus par le groupe formé par elle-même et la ou les sociétés qui figurent sur la liste ci-dessus, en application de l'article 226 du Code Général des Impôts. Conformément à ces dispositions, les modalités de répartition de l'impôt sur les sociétés assis sur le résultat d'ensemble du groupe correspond à la conception retenue pour la répartition de l'impôt, telle que prévue dans la convention d'intégration.

Cette conception se résume aux éléments suivants :

- les charges ou produits d'impôt dans chaque filiale ont été comptabilisés comme en l'absence d'intégration fiscale.
- Pour la société **1001 Services** en tant que société propre, la charge d'impôt s'élèverait à un montant de : 31.819 € si elle était imposée seule
- les comptes individuels de la ou des sociétés filiales au niveau des résultats et des capitaux propres sont identiques à ceux qu'ils auraient été s'il n'y avait pas eu d'intégration.

Au 31 Décembre 2020, le déficit fiscal annuel du groupe intégré s'élève pour l'exercice à – 18.798 € et le déficit reportable s'élève à 45.959 €

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

Le recours à des mesures d'activité partielle a permis à la société une prise en charge par l'état d'un montant de 226.730 € sur la période de Mars à décembre 2020.

Ces mesures ont continué à s'appliquer jusqu'à fin Mai 2021, date de fin de l'utilisation du dispositif d'activité partielle.

Par ailleurs, au cours de l'année 2020, la société a bénéficié de réductions de cotisations d'Urssaf dans le cadre des Aides Covid et Aides au paiement, pour un montant global de : 59.897 €

Enfin, au titre du Fonds de Solidarité lié au Covid, la société a reçu en 2020 d'un montant de 20.000 €.